



Infomat

N° 11-002-XPF au catalogue (English 11-002-XPE) ISSN 0380 9537

Revue hebdomadaire

Le vendredi 26 juin 1998

APERÇU

◆ La croissance des exportations diminue

Les exportations sont demeurées stationnaires en avril, poursuivant la tendance observée au premier trimestre de 1998. Les importations ont pour leur part augmenté.

◆ Les livraisons stagnent

Les livraisons des fabricants ont légèrement décliné en avril, après leur robuste performance de mars. Le secteur de l'automobile a le plus contribué à la baisse d'avril.

◆ Les prix montent à leur plus haut niveau cette année

En mai, le taux d'inflation annuel a atteint son plus haut niveau jusqu'ici cette année.

◆ L'indice composite augmente grâce à une croissance généralisée

L'indice composite a continué sa progression en mai et presque toutes les composantes se sont accrues.

◆ Quitter le bas de l'échelle salariale : plus fréquent chez les hommes

Parmi le cinquième de Canadiens ayant sorti de la zone de faibles salaires de 1993 à 1995, les hommes étaient plus susceptibles que les femmes de vivre cette situation.

◆ Encore moins de bénéficiaires d'assurance-emploi

Moins de Canadiens ont reçu des prestations ordinaires d'assurance-emploi en avril. Le nombre de personnes ayant soumis une demande d'assurance-emploi a également diminué.

◆ Les familles disposent d'un revenu moins élevé

Le revenu familial moyen a subi un recul entre 1990 et 1995, cette baisse touchant particulièrement les familles monoparentales. La diminution généralisée des revenus au cours de cette période a entraîné une hausse de la fréquence du faible revenu.

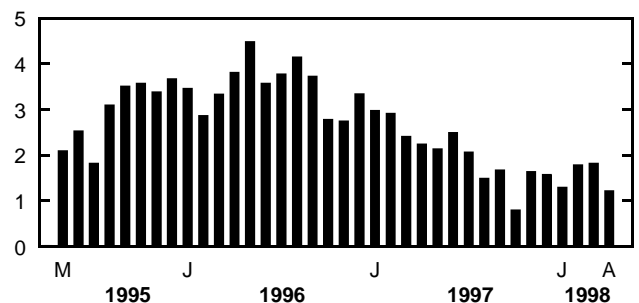
La croissance des exportations diminue

En avril, la valeur des exportations est demeurée stationnaire, poursuivant la tendance observée au premier trimestre de 1998. La demande plus élevée pour les avions, le matériel de télécommunications et les autres biens de consommation a été annulée par la baisse des exportations de voitures particulières, de pâte de bois, de métaux précieux et de minerais de tous genres. De son côté, la valeur des importations s'est accrue de 2,6 %, surtout à cause de la hausse des importations d'avions, de produits d'acier et de pétrole brut. La balance commerciale s'est établie à 1,2 milliard de dollars en avril, en baisse de 600 millions de dollars par rapport à mars.

Les exportations de machinerie et d'équipement ont augmenté de 3,4 % en avril, en raison surtout du niveau record des exportations d'avions et de la bonne performance des exportations de matériel ferroviaire, de matériel de télévision et de télécommunications. Par ailleurs, les exportations de produits de l'automobile ont peu varié (-0,6 %). La chute de 5,9 % des exportations de voitures particulières, causée par des retards dans leur transport par voie ferrée, a complètement annulé la forte augmentation des exportations de camions et autres véhicules automobiles et de pièces d'automobiles. Les exportations de produits de l'énergie sont aussi demeurées stationnaires en avril. La hausse timide des exportations de gaz naturel et de pétrole brut n'a pu contrebalancer le recul des exportations de produits du pétrole et du charbon.

Solde commercial

Milliards de dollars, données désaisonnalisées



(suite à la page 2)



Statistique
Canada

Statistics
Canada

Canada

... La croissance des exportations diminue

Après deux mois de croissance, les exportations de produits forestiers ont enregistré une légère baisse en avril. La chute de 8,9 % des exportations de pâte de bois a entraîné tout le secteur à la baisse. Les exportations de biens industriels ont enregistré un recul, surtout celles de métaux et de minerais. Depuis le début de l'année, les exportations de produits industriels ne réussissent pas à atteindre le niveau record établi en novembre 1997.

La croissance des exportations diminue en raison de la faiblesse marquée des exportations à destination du Japon. Celles-ci ont chuté de 49 % depuis janvier 1997, déclin qui a surtout touché le bois d'œuvre. La tendance à la baisse s'est intensifiée au premier trimestre de 1998, les exportations de charbon et de produits reliés ayant régressé de 83,9 %. Les exportations à destination des autres pays de l'Asie de l'Est, particulièrement la Corée du Sud et Taïwan, ont également diminué. Les exportations à destination des États-Unis et de l'Europe sont toutefois demeurées fortes, augmentant de 3,5 % et de 5,3 % respectivement depuis novembre 1997.

Après le recul prononcé du mois précédent, les importations de machinerie et d'équipement ont bondi de 4,9 % en avril. La moitié de cette montée s'explique par une hausse appréciable des importations d'avions en provenance de France. Le secteur des biens industriels s'est également raffermi à la suite d'une hausse significative des importations d'acier. Après trois mois de quasi-immobilité, les importations de produits de l'agriculture et de la pêche, particulièrement celles de fruits frais, de baies et de légumes frais, ont légèrement augmenté en avril grâce à un printemps exceptionnellement doux.

Malgré une solide performance des importations de charbon et d'autres produits connexes en avril, la faiblesse des prix, associée à une abondance de pétrole brut sur le marché, a encore une fois entraîné une baisse des importations de produits de l'énergie. Quant aux importations de produits de l'automobile,

Note aux lecteurs

Le commerce international de marchandises est une des composantes du compte courant de la balance des paiements du Canada, qui comprend aussi le commerce des services.

À partir de la diffusion des données d'avril 1998, les statistiques sur les importations et les exportations par marchandise ont été corrigées selon les concepts de la balance des paiements. Ce changement a été effectué parce que les données sur la base de la balance des paiements sont plus sûres et incluent des ajustements afin de remédier aux lacunes connues des données sur base douanière. Les données sur la base de la balance des paiements correspondent aux mesures économiques plus vastes du Système de la comptabilité nationale.

elles ont légèrement fléchi : les importations plus élevées de camions et autres véhicules automobiles ainsi que de voitures particulières n'ont pas réussi à annuler le recul des importations de pièces.

Données stockées dans CANSIM : matrices 3618, 3619, 3651, 3685 à 3713, 3718 à 3720, 3887 à 3913, 8430 à 8435 et 8438 à 8447.

Le numéro d'avril 1998 du *Commerce international de marchandises du Canada* (65-001-XPB, 19 \$ / 188 \$) paraîtra bientôt. Cette publication contient des tableaux par groupe de marchandises et par pays sur une base douanière. Les données du compte courant (y compris les statistiques du commerce de marchandises, les opérations au titre des services, les revenus de placements et les transferts) sont publiées chaque trimestre dans la *Balance des paiements internationaux du Canada* (67-001-XPB, 38 \$ / 124 \$). Pour plus de renseignements, communiquez avec Jocelyne Elibani au (613) 951-9647 ou composez sans frais le 1 800 294-5583, Division du commerce international. (Voir aussi les « Tendances actuelles » à la page 9.)

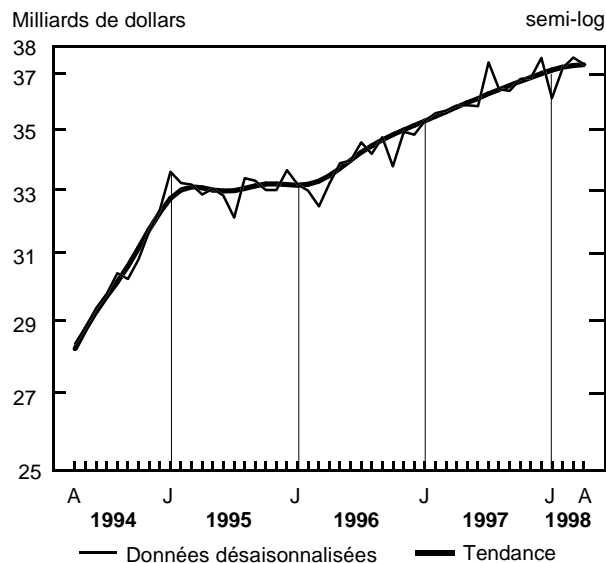
Les livraisons stagnent

En avril, les livraisons des fabricants ont diminué de 0,6 %, pour s'établir à 37,3 milliards de dollars, après avoir connu une robuste performance en mars et enregistré une reprise partielle en février. Le secteur de l'automobile a été le principal facteur de la diminution des livraisons, les fabricants ayant dû faire face à un fléchissement de la demande, à une pénurie de wagons et à des retards des fournisseurs. Les résultats d'avril représentent un nivellement de la courbe de croissance vigoureuse maintenue du printemps 1996 jusqu'à la fin de 1997.

Les livraisons des fabricants ont baissé dans 11 des 22 grands groupes, représentant 53,1 % des livraisons totales. Bien que le secteur de l'automobile ait principalement contribué au recul des livraisons (-2,6 %), le secteur des pièces et accessoires pour véhicules automobiles (-2,6 %) et celui de la première transformation des métaux (-2,2 %) ont également joué un rôle. Les hausses les plus importantes ont été relevées dans le secteur de l'habillement (+7,1 %) et dans celui de la machinerie (+2,3 %).

On a observé un déclin des livraisons des fabricants dans toutes les provinces en avril, sauf à Terre-Neuve et en Alberta. La Colombie-Britannique affiche une tendance à la baisse depuis avril 1997. Le secteur du bois (-20,8 %) et le secteur du papier et des produits connexes (-14,1 %) sont les principaux facteurs

Livraisons



(suite à la page 3)

... Les livraisons stagnent

de la diminution sur 12 mois enregistrée dans cette province. Les hausses les plus marquées ont été observées dans le secteur du matériel de transport (+ 31,6 %) et dans celui des produits électriques et électroniques (+ 23,6 %). Les livraisons accusaient un recul de 8,9 % en Colombie-Britannique en avril par rapport au sommet d'avril 1997.

Les fabricants ont continué d'accumuler des stocks en avril, mais à un rythme plus lent de 0,3 %, pour se chiffrer à 48,3 milliards de dollars. La hausse des stocks est notamment attribuable aux secteurs de l'automobile (+ 5,8 %), des pièces électriques et électroniques (+ 3,6 %) et des métaux de première transformation (+ 2,1 %). Quelques baisses importantes ont contrebalancé ces augmentations, entre autre celles dans le secteur des aéronefs et des pièces d'aéronefs (- 3,1 %) et dans le secteur des aliments (- 1,8 %). Bien que les stocks aient généralement augmenté depuis le printemps de 1996, cette tendance s'estompé graduellement depuis novembre 1997. La réduction des livraisons et l'accroissement des stocks enregistrés en avril se sont soldés par une hausse du ratio des stocks aux livraisons de 1,28 en mars à 1,29.

Les commandes en carnet des fabricants se sont accrues de 0,7 % en avril, pour s'établir tout juste sous la barre des 44,0 milliards de dollars. Cette progression prolonge la tendance à la hausse amorcée à la fin de 1996. La plus forte hausse des commandes en carnet a été observée dans le secteur des aéronefs et des pièces d'aéronefs (+ 2,8 %), tandis que la plus forte baisse s'est produite dans le secteur de la machinerie (- 3,2 %).

Livraisons manufacturières, avril 1998

Données désaisonnalisées

	Millions de dollars	Variation mensuelle en %
Canada	37 340	- 0,6
Terre-Neuve	162	15,7
Île-du-Prince-Édouard	72	- 10,0
Nouvelle-Écosse	519	- 3,4
Nouveau-Brunswick	662	- 2,9
Québec	8 869	- 0,4
Ontario	20 062	- 0,6
Manitoba	879	- 2,7
Saskatchewan	502	- 3,7
Alberta	2 871	2,4
Colombie-Britannique	2 738	- 3,0
Yukon et Territoires du Nord-Ouest	3	- 6,4

Note aux lecteurs

Les commandes en carnet constituent une réserve de commandes contribuant aux livraisons futures, à condition qu'elles ne soient pas annulées. Elles sont souvent considérées comme un indicateur clé des livraisons à venir. Néanmoins, environ la moitié de la hausse des commandes en carnet depuis le début de 1997 est survenue dans le secteur des aéronefs et des pièces d'aéronefs, secteur dans lequel les commandes peuvent s'étaler sur plusieurs années avant d'être remplies. De plus, dans le cas de grosses commandes de n'importe quel secteur d'activité, il peut arriver que certaines composantes soient fabriquées dans d'autres pays.

Les nouvelles commandes sont des commandes reçues, qu'elles soient honorées ou non dans le mois courant. Elles sont égales à la somme des livraisons du mois courant (soit les commandes reçues et honorées le même mois), à laquelle s'ajoute la variation des commandes en carnet. Puisque les nouvelles commandes comprennent des commandes déjà satisfaites, elles ne peuvent être considérées comme un équivalent de la demande à venir. La fluctuation mensuelle des nouvelles commandes peut être un indicateur instable, surtout si la variation des commandes en carnet du mois précédent est élevée par rapport à la variation observée durant le mois en cours.

Puisqu'une partie des gros contrats peut être donnée en sous-traitance dans des pays étrangers, les commandes ne sont pas toutes exprimées dans les livraisons des fabricants canadiens.

Données stockées dans CANSIM : matrices 9550 à 9555, 9558, 9559, 9562 à 9565, 9568 à 9579 et 9581 à 9595.

Le numéro d'avril 1998 d'Enquête mensuelle sur les industries manufacturières (31-001-XPB, 20 \$ / 196 \$) paraîtra bientôt. Des données plus détaillées sur les livraisons provinciales sont également disponibles sur demande. Pour plus de renseignements, communiquez avec Jean-Marie Houle au (613) 951-7200 ou avec Craig Kuntz au (613) 951-7092 (Internet : kuncrai@statcan.ca), Division de la fabrication de la construction et de l'énergie. (Voir aussi les « Tendances actuelles » à la page 9.)

Les prix montent à leur plus haut niveau cette année

Le taux d'inflation annuel a augmenté de 1,1 % en mai (par rapport à 0,8 % en avril), ce qui représente son niveau le plus élevé jusqu'à maintenant cette année. Cette hausse annuelle de l'Indice des prix à la consommation (IPC) est surtout attribuable à la majoration du prix des légumes frais, des services téléphoniques, des repas pris au restaurant, des frais de scolarité, des produits du tabac et du gaz naturel. Ces hausses de prix ont été en partie compensées par une baisse du prix de l'essence, du coût de l'intérêt hypothécaire et des prix des ordinateurs. Entre avril et mai, l'IPC a progressé de 0,4 %, en raison principalement de la forte augmentation des tarifs d'hébergement pour voyageurs. Bien que les consommateurs aient déboursé plus d'argent pour l'essence, les fruits frais et le gaz naturel, ils ont payé moins cher les vêtements pour femmes, les produits de boulangerie et les tarifs aériens.

Les tarifs d'hébergement pour voyageurs (hôtels, motels, etc.) ont enregistré une croissance considérable de 14,0 % d'avril à mai. Un certain nombre d'importantes conventions tenues dans les villes principales a entraîné la hausse des taux d'occupation. Le secteur de l'hôtellerie a bénéficié de la faiblesse du dollar canadien, qui a attiré les voyageurs des États-Unis, et de la vigueur de l'économie nord-américaine.

En mai, le prix de l'essence s'est accru en moyenne de 2,1 %. Quoiqu'il s'agisse de la deuxième hausse de prix en autant de mois, les consommateurs ont payé l'essence 6,3 % de moins en mai qu'un an plus tôt. Le prix des fruits frais a bondi de 8,5 % étant donné que des conditions météorologiques inhabituelles dans diverses régions des États-Unis ont continué de perturber les approvisionnements au Canada. La hausse des tarifs du gaz naturel en Ontario est principalement à l'origine de celle de 2,7 % de l'indice du gaz naturel dans l'ensemble du pays.

Le prix des vêtements pour femmes a diminué de 2,6 % en mai; il y a eu des baisses de prix dans la plupart des catégories. Le prix de ces produits fléchit habituellement de façon modeste en mai. Les produits de boulangerie ont coûté 3,2 % de moins, baisse qui s'explique par les divers rabais et promotions offerts. L'indice du transport aérien a reculé de 1,9 % en mai, étant

Indice des prix à la consommation, mai 1998

Variation annuelle en %, données non désaisonnalisées

	Ensemble	Aliments	Logement	Transport	Énergie
Canada	1,1	1,8	0,3	-0,3	-2,5
Terre-Neuve	0,4	1,8	-2,2	-0,7	-6,0
Île-du-Prince-Édouard	-0,8	2,7	-4,7	-4,1	-14,0
Nouvelle-Écosse	0,7	2,6	-1,0	-1,1	-5,3
Nouveau-Brunswick	0,7	2,6	-0,6	-1,9	-4,0
Québec	1,6	2,7	0,8	0,4	-1,0
Ontario	1,1	1,7	0,4	-0,2	-2,7
Manitoba	1,0	-0,2	0,7	-0,2	-1,8
Saskatchewan	1,7	1,0	2,5	1,3	-1,1
Alberta	1,3	1,5	2,5	-0,6	-0,5
Colombie-Britannique	0,3	1,2	-1,6	-1,1	-3,8
Whitehorse	1,3	4,2	0,9	0,9	1,8
Yellowknife	0,0	2,1	-1,4	1,7	-3,1

donné les tarifs réduits offerts sur de nombreux vols internationaux. Les tarifs étaient quand même supérieurs de 10,2 % à ceux de mai 1997.

La Saskatchewan a enregistré le taux d'inflation annuel le plus élevé (+ 1,7 %) entre mai 1997 et mai 1998. Dans cette province, un certain nombre de biens et de services ont subi des variations de prix supérieures aux variations nationales correspondantes. Les consommateurs de l'Île-du-Prince-Édouard sont les seuls à avoir profité d'une baisse annuelle de prix (- 0,8 %). Le taux d'inflation annuel a faiblement augmenté en Colombie-Britannique et à Terre-Neuve.

D'avril à mai, le Manitoba a connu les mouvements de prix moyens les plus forts (+ 0,6 %) parmi les provinces, tandis que l'Île-du-Prince-Édouard a bénéficié des baisses de prix les plus importantes (- 0,7 %).

Données stockées dans CANSIM : matrices 9940 à 9956.

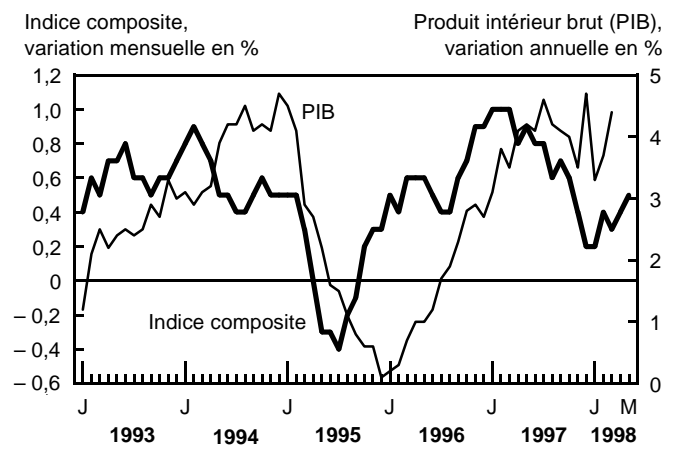
Le numéro de mai 1998 de *L'indice des prix à la consommation* (62-001-XPB, 11 \$ / 103 \$) est maintenant en vente. Pour plus de renseignements, composez le (613) 951-9606 (télécopieur : (613) 951-2848; Internet : infounit@statcan.ca), Division des prix. (Voir aussi les « Tendances actuelles » à la page 9.)

L'indice composite augmente grâce à une croissance généralisée

L'indice avancé composite a progressé de 0,5 % en mai, après s'être accru de 0,4 % en avril. Les sources de croissance étaient étendues, 7 des 10 composantes ayant continué d'augmenter. Par contre, ces hausses correspondaient à la moitié seulement de la progression mensuelle maximale observée l'an dernier au moment où la demande de biens durables de la part des ménages et des entreprises a atteint des sommets.

Après en avoir largement dominé la croissance l'an dernier, la demande moins forte de biens durables a ralenti l'activité manufacturière. À cet égard, les conflits de travail ne sont pas de bon augure pour un retournement imminent de cette tendance. Les nouvelles commandes ont enregistré une troisième baisse consécutive. Pendant ce temps, le ratio des livraisons aux stocks est demeuré, à 1,65, sous le niveau maximal atteint l'an dernier.

Indice composite



(suite à la page 5)

... L'indice composite augmente grâce à une croissance généralisée

On a également assisté en mai à une réduction de la durée hebdomadaire moyenne des heures de travail pour un huitième mois d'affilée.

Les dépenses des ménages sont demeurées cahoteuses. Les ventes de biens durables se sont encore relâchées par le ralentissement des ventes d'automobiles. Le nombre d'emplois dans les services personnels a diminué de 13 000 en mai, ce qui porte la perte d'emplois à 25 000 depuis janvier. Par contre, une reprise graduelle des ventes de maisons a continué de faire contrepois au recul des mises en chantier. Par conséquent,

l'indice du logement a augmenté pour un troisième mois d'affilée. Stimulées par cette remontée, les ventes de meubles et d'articles ménagers ont pris de l'élan.

Données stockées dans CANSIM : matrice 191.

Pour plus de renseignements sur l'économie, consultez le numéro de juin 1998 de *L'Observateur économique canadien* (11-010-XPB, 23 \$ / 227 \$), qui est maintenant en vente. Pour plus de renseignements, communiquez avec Francine Roy au (613) 951-3627, Groupe de l'analyse économique de conjoncture. (Voir aussi les « Tendances actuelles » à la page 9.)

Quitter le bas de l'échelle salariale : plus fréquent chez les hommes

Selon de nouvelles données de l'Enquête sur la dynamique du travail et du revenu, environ le cinquième (21 %) des Canadiens qui occupaient un emploi peu rémunéré en 1993 ont quitté le bas de l'échelle salariale en 1995, que ce soit en changeant d'emploi, en travaillant de plus longues heures ou en bénéficiant d'une augmentation de salaire.

Ces dernières années, l'écart salarial entre les hommes et les femmes s'est rétréci et les jeunes femmes entrées sur le marché du travail dans les années 90 sont généralement plus scolarisées et davantage intégrées au marché du travail que celles les ayant précédées. Néanmoins, les hommes étaient plus susceptibles de quitter le bas de l'échelle que les femmes. Ainsi, parmi les hommes qui avaient fait de faibles gains hebdomadaires en 1993, près d'un tiers avaient gagné une rémunération significativement supérieure en 1995. Par contre, un tel changement a été observé chez seulement 17 % des femmes. Même après avoir tenu compte du travail à temps partiel, plus fréquent chez les femmes ayant de faibles gains, celles-ci quittent le bas de l'échelle moins souvent. Plus particulièrement, les mères de familles monoparentales éprouvaient beaucoup de difficultés à sortir de la zone de faibles salaires. En effet, de toutes celles qui avaient de faibles gains en 1993 et qui avaient un emploi en 1995, seulement 12 % ont quitté le bas de l'échelle en 1995.

De façon générale, les travailleurs qui changent d'employeur sont plus susceptibles de quitter le bas de l'échelle que ceux qui demeurent avec le même employeur. Des nuances s'imposent toutefois : seulement 19 % des employés ayant trouvé un nouvel emploi après avoir été mis à pied sont sortis de la zone de faibles salaires, alors que la proportion était de 24 % pour ceux qui ont démissionné de leur emploi. Ce résultat reflète probablement le fait que les travailleurs déplacés sont plus susceptibles de subir des baisses de salaires que ceux qui quittent volontairement l'entreprise. Ceux qui passaient d'un emploi non syndiqué à un emploi syndiqué quittaient fréquemment le bas de l'échelle : 32 % sont sortis de la zone de faibles salaires entre 1993 et 1995, comparativement à 20 % pour les autres travailleurs.

En ce qui concerne les travailleurs ne possédant qu'un diplôme d'études secondaires, ils avaient deux fois moins de chances de quitter le bas de l'échelle que les diplômés universitaires, leurs proportions respectives étant de 16 % et de 34 %. Par ailleurs, les personnes hautement qualifiées travaillant comme professionnels

Note aux lecteurs

Le présent article résume les résultats de l'étude intitulée « La mobilité ascendante des bas salariés au Canada : 1993-1995 ». L'étude est fondée sur un échantillon d'environ 2 200 travailleurs rémunérés qui avaient à la fois un emploi en décembre 1993 et en décembre 1995 et qui avaient eu de faibles gains en décembre 1993. Ces travailleurs étaient âgés de 15 à 60 ans et ne fréquentaient pas l'école à temps plein en 1993 comme en 1995.

Ces travailleurs étaient considérés comme recevant de faibles salaires si leur rémunération hebdomadaire en 1993 s'élevait à moins de 404,16 \$. Ce montant est une approximation du seuil de faible revenu de Statistique Canada pour une famille de deux personnes qui, en 1993, vivaient dans une région urbaine comptant au moins 0,5 million d'habitants. En 1993, un bas salarié est considéré comme ayant quitté le bas de l'échelle (ou comme ayant sorti de la zone de faibles salaires) si sa rémunération hebdomadaire en 1995 s'élevait à au moins 455,25 \$ (au moins 10 % de plus que le seuil de faible rémunération de 1995, établi dans l'étude à 413,86 \$). Bien que les seuils de faibles revenus soient souvent considérés comme des seuils de pauvreté, ils n'ont aucun statut officiel en tant que tel et Statistique Canada ne recommande pas leur utilisation à cette fin.

ou dans les sciences sociales et naturelles (33 %) quittaient davantage le bas de l'échelle que celles œuvrant dans le domaine de la vente (11 %) et dans le domaine des services (12 %). Les travailleurs du secteur des services aux consommateurs sont les moins susceptibles de sortir de la zone de faibles salaires, probablement parce qu'ils sont relativement peu qualifiés.

Parmi les diverses régions canadiennes, on observe qu'environ 1 travailleur sur 4 a quitté le bas de l'échelle en 1995 en Ontario et en Colombie-Britannique. Cependant, seulement 1 sur 10 en a fait autant dans les provinces de l'Atlantique et au Manitoba. Bien que des conditions économiques favorables aient stimulé la mobilité ascendante des travailleurs de l'Ontario et de la Colombie-Britannique, elles ne peuvent expliquer toutes les différences régionales observées. Ainsi, les travailleurs du Québec ont quitté le bas de l'échelle plus souvent que ceux du Manitoba et de la Saskatchewan, bien que la croissance de l'emploi et de la rémunération hebdomadaire ait été aussi forte dans ces deux dernières provinces qu'au Québec.

(suite à la page 6)

... Quitter le bas de l'échelle salariale : plus fréquent chez les hommes

L'étude intitulée *La mobilité ascendante des bas salariés au Canada : 1993-1995* (version papier : 75F0002MPF, 98-07, 10 \$; version sur Internet : gratuit) est maintenant disponible. Pour obtenir un exemplaire de l'étude, communiquez avec les Services aux clients au (613) 951-7355 (Internet :

dynamique@statcan.ca) ou composez sans frais le 1 888 297-7355, Division de la statistique du revenu. Pour plus de renseignements, communiquez avec René Morissette au (613) 951-3608 ou avec Marie Drolet au (613) 951-5691, Division de l'analyse des entreprises et du marché du travail.

Encore moins de bénéficiaires d'assurance-emploi

En avril, le nombre estimé de 536 520 personnes recevant des prestations ordinaires d'assurance-emploi a baissé de 1,9 % par rapport à mars. Six des provinces et territoires ont contribué à la baisse d'avril.

Le montant des prestations ordinaires versées a chuté de 6,3 %, pour s'établir à 679,9 millions de dollars en avril. L'Ontario (- 10,5 %) et Terre-Neuve (- 8,5 %) venant en tête, les 10 pro-

Note aux lecteurs

L'écart entre le nombre estimé de bénéficiaires ordinaires et les versements de prestations ordinaires provient en partie des différentes périodes de référence. Le nombre de bénéficiaires représente toutes les personnes qui recevaient des prestations d'assurance-emploi durant la semaine comptant la 15^e journée du mois. Les versements de prestations ordinaires représentent le montant total d'argent perçu durant tout le mois.

Bénéficiaires touchant des prestations ordinaires d'assurance-emploi, avril 1998

Données désaisonnalisées

	Total	Variation mensuelle en %	Variation annuelle en %
Canada	536 520	- 1,9	- 4,9
Terre-Neuve	33 290	- 0,9	0,0
Île-du-Prince-Édouard	9 150	2,5	5,4
Nouvelle-Écosse	29 110	1,7	- 6,7
Nouveau-Brunswick	37 360	0,1	13,2
Québec	193 640	- 1,1	- 3,6
Ontario	119 730	- 3,9	- 18,3
Manitoba	12 180	- 5,7	- 5,0
Saskatchewan	9 260	- 2,2	0,2
Alberta	28 270	4,4	3,9
Colombie-Britannique	69 420	2,3	3,8
Yukon	1 360	6,2	11,6
Territoires du Nord-Ouest	1 080	- 0,3	- 1,5

vinces et les Territoires du Nord-Ouest ont enregistré des baisses. Les prestations versées en Nouvelle-Écosse ont peu changé comparativement à mars, alors que le Yukon a connu une hausse de 2,3 %.

Le nombre de personnes ayant soumis une demande d'assurance-emploi a reculé de 1,8 % en avril, pour se situer à 223 000. Le nombre de demandes soumises a chuté dans huit provinces, Terre-Neuve ayant enregistré la baisse la plus importante (- 10,4 %). Malgré quelques mouvements irréguliers, le nombre de personnes ayant soumis une demande est demeuré entre 219 000 et 250 000 depuis juin 1996.

Données stockées dans CANSIM : matrices 26 (série 1,6), 5700 à 5717, 5735 et 5736.

Pour plus de renseignements, communiquez avec les Services à la clientèle au (613) 951-4090 (télécopieur : (613) 951-4087; Internet : *labour@statcan.ca*), Division du travail.

Les familles disposent d'un revenu moins élevé

Selon le Recensement de 1996, le revenu familial moyen se chiffrait à 54 583 \$ en 1995, en baisse de 4,8 % par rapport à 1990 après correction pour tenir compte de l'inflation. Le revenu familial a diminué entre 1980 et 1985 pour augmenter considérablement par la suite lors de la reprise économique qui a marqué la fin des années 1980. Dans l'ensemble, le niveau du revenu de 1995 était 2,8 % plus élevé qu'en 1980. Le revenu familial moyen a diminué au sein de tous les groupes d'âge et dans toutes les régions métropolitaines de recensement, à l'exception de Windsor et de Victoria.

La plus forte proportion des Canadiens vivaient au sein de familles de recensement époux-épouse en 1995. Celles ont déclaré un revenu familial moyen de 58 763 \$, ce qui représente une baisse de 4 % par rapport à 1990. Au cours de cette période, le revenu moyen des familles monoparentales a subi un recul deux fois plus élevé que celui des familles époux-épouse. Les familles monoparentales dont le parent est un homme a connu la plus forte baisse (- 10 %) de leur revenu, celui-ci descendant à 40 974 \$. Du côté des familles monoparentales dont le parent est une femme, soit quatre familles monoparentales sur cinq, le revenu a fléchi de 6,5 %, pour s'établir à 27 721 \$ en 1995.

(suite à la page 7)

... Les familles disposent d'un revenu moins élevé

La diminution généralisée des revenus entre 1990 et 1995 a entraîné une hausse de la fréquence du faible revenu. En 1995, 16 % des familles économiques se trouvaient sous les seuils de faible revenu de Statistique Canada, une hausse par rapport à 13 % en 1990. De même, la proportion des personnes hors famille économique étant sous les seuils de faible revenu est passée de 40 % à 42 % entre 1990 et 1995. Alors que le nombre de familles a augmenté de 6 % au cours de cette période, le nombre de familles sous les seuils de faible revenu a affiché une hausse de 32 %. Tous les types de familles ont enregistré des hausses au chapitre de la fréquence du faible revenu entre 1990 et 1995.

Un enfant âgé de moins de 6 ans sur quatre vivait dans une famille à faible revenu en 1995, comparativement à un sur cinq en 1990. Le nombre d'enfants âgés de moins de 15 ans vivant dans une famille à faible revenu a augmenté de 321 200, pour atteindre environ 1,3 million en 1995. À l'autre extrême, la proportion des personnes âgées de 70 ans et plus se trouvant dans une situation de faible revenu a diminué d'environ 2 points de pourcentage. Malgré cela, une personne âgée sur cinq présentait un revenu sous les seuils de faible revenu.

Par ailleurs, la fréquence du faible revenu au sein des minorités visibles était supérieure à la moyenne. Ainsi, environ 36 % des membres de la population des minorités visibles vivaient dans une situation de faible revenu en 1995, comparativement à 20 % au sein de la population générale. On observe le même phénomène chez les Autochtones. En 1995, 44 % de la population autochtone vivait sous les seuils de faible revenu.

Même si le revenu total moyen des familles à faible revenu a augmenté légèrement de 1,2 %, la composition de leur revenu a changé. En 1990, le revenu d'emploi de ces familles constituait 43 % de leur revenu total, mais il se chiffrait à 39 % en 1995. Ce changement a été accompagné d'une hausse de la proportion des transferts gouvernementaux, qui sont passés de 51 % à 55 %. Le changement le plus important s'est produit au sein des familles monoparentales dont le parent est une femme. La proportion du revenu d'emploi de ces familles est passée de 33 % à 25 %, alors que les transferts gouvernementaux ont augmenté, leur proportion passant de 60 % à 66 %.

Pour plus de renseignements, communiquez avec Abdul Rashid au (613) 951-6897, Division de l'analyse des enquêtes sur le travail et les ménages.

Note aux lecteurs

Les données sur le revenu présentées ici sont tirées du Recensement de 1996, pour lequel on a recueilli des renseignements sur le revenu obtenu en 1995. Les revenus provenant des recensements antérieurs ont été rajustés en fonction de l'Indice des prix à la consommation pour tenir compte des variations dans les prix des produits et des services. Les données sont exprimées en dollars constants de 1995.

*Une **famille de recensement** est composée d'un couple époux-épouse actuellement marié (avec ou sans fils ou filles jamais mariés des deux conjoints ou de l'un des deux), d'un couple vivant en union libre (avec ou sans fils ou filles jamais mariés des deux partenaires ou de l'un des deux), ou d'un parent seul peu importe son statut matrimonial vivant avec au moins un fils ou une fille jamais marié et demeurant sous le même toit. Les familles composées d'un couple actuellement marié et d'un couple vivant en union libre constituent les **familles époux-épouse**.*

*Le **revenu total** inclut le revenu d'un particulier provenant de toutes sources, y compris les salaires et traitements, le travail autonome provenant d'une entreprise agricole et non agricole, les transferts gouvernementaux, le revenu de placement, les pensions de retraite et rentes et autre revenu en espèces. Le **revenu total d'une famille de recensement** correspond à la somme des revenus totaux de tous les membres de la famille âgés de 15 ans et plus obtenus durant l'année civile ayant précédé le recensement.*

*Le **faible revenu** fait référence aux familles économiques et aux personnes hors famille économique qui ont des revenus sous les seuils de faible revenu (SFR) établis par Statistique Canada en 1992. Ces seuils ont été déterminés en se basant sur le fait que les familles et les personnes hors famille économique ayant des revenus sous ces limites consacrent habituellement plus de 54,7 % de leur revenu à la nourriture, au logement et aux vêtements, et sont donc considérées comme vivant dans une situation précaire. Depuis la création des SFR il y a plus de 25 ans, Statistique Canada insiste sur le fait qu'ils diffèrent passablement des mesures de la pauvreté et qu'ils ne devraient pas être utilisés comme telles.*

Pour qu'ils puissent s'appliquer aux revenus de 1990 et de 1995, les SFR ont été ajustés pour tenir compte des changements dans l'Indice des prix à la consommation. Étant donné que l'enquête ayant servi à déterminer les seuils de faible revenu avait exclu le Yukon, les Territoires du Nord-Ouest et les réserves indiennes, les estimations présentées ici et traitant de faible revenu ne tiennent pas compte de ces régions.

*Le concept de famille économique est utilisé pour établir les SFR et non celui de famille de recensement. Une **famille économique** est constituée de deux personnes ou plus qui vivent dans le même logement et qui sont apparentées par le sang, par alliance, par union de fait ou par adoption. Une **personne hors famille économique** est une personne âgée de 15 ans et plus qui vit seule ou qui est membre d'un ménage sans être apparentée aux autres membres du ménage.*

Nouveautés de Statistique Canada



L'emploi et le revenu en perspective Été 1998

Ce numéro de *L'emploi et le revenu en perspective* présente l'article vedette, « Programmeurs : un marché en plein essor », ainsi que « Revenu après séparation : conjoints sans enfants ». D'autres articles traitent de deux phénomènes en croissance : travailler chez soi et cumuler les emplois.

De plus, on y examine le régime d'accès à la propriété pour la première fois et les changements de lois et de politiques qu'a connus l'assurance-emploi depuis 1940. Les données du recensement sur la population active concluent ce numéro.

Le numéro de l'été 1998 de L'emploi et le revenu en perspective (75-001-XPB; 18 \$ / 58 \$) est maintenant disponible. Pour plus de renseignements, communiquez avec Marie-Paule Robert au (613) 951-4628, Division de l'analyse des enquêtes sur le travail et les ménages.

Rapport sur l'état de la population du Canada 1997

Le *Rapport sur l'état de la population du Canada, 1997* est consacré à la population canadienne. Dans la première partie, on présente les tendances démographiques les plus récentes dans les différentes régions du pays et on compare le Canada avec les autres pays industrialisés. Le rapport analyse les tendances de la croissance et de ses composantes, les naissances, les décès, les migrations internationales et interprovinciales ainsi que le mouvement des mariages et des divorces.

La deuxième partie du rapport analyse les conditions socioéconomiques des personnes âgées en fonction de leur mode de vie. L'étude examine leur niveau de scolarité, les sources de leurs revenus ainsi que leur statut familial et économique à partir des données tirées du Recensement de 1991.

Le Rapport sur l'état de la population du Canada, 1997 (91-209-XPB, 31 \$) est maintenant en vente. Pour plus de renseignements, communiquez avec Alain Bélanger au (613) 951-2326 (première partie) ou avec Jean Dumas au (613) 951-2327 (deuxième partie).



Recueil statistique des études de marché 1998

L'édition 1998 du *Recueil statistique des études de marché* vient d'être publiée. Depuis 1975, cet ouvrage de référence constitue une source autorisée de renseignements socioéconomiques reflétant les caractéristiques clés des marchés nationaux et régionaux au Canada. Parce qu'il fournit des statistiques précises et actuelles permettant de suivre l'évolution du niveau de vie et des caractéristiques démographiques et économiques de la société canadienne, ce recueil offre aux entreprises un moyen de repérer les marchés cibles, de déterminer leur part du marché et d'évaluer leur position concurrentielle.

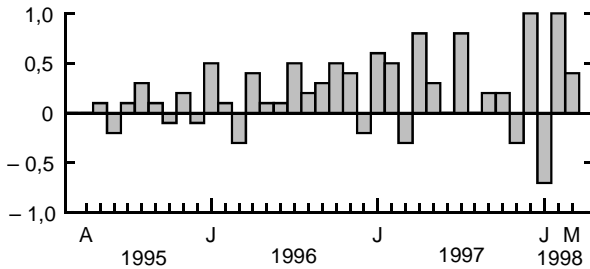
Le *Recueil statistique des études de marché* renferme les données les plus récentes tirées du Recensement de 1996 et de nombreuses autres enquêtes. Cette édition comporte certaines caractéristiques qui en facilitent la consultation : un nouveau guide de l'utilisateur, des graphiques annotés mettant en relief les tendances fondamentales, un service d'assistance téléphonique pour chacune des sources de données et des renvois à CANSIM, le Système canadien d'information socioéconomique de Statistique Canada, accessible en direct à <http://www.statcan.ca>.

Le Recueil statistique des études de marché (63-224-XPB, 125 \$) est maintenant en vente. Pour plus de renseignements, communiquez avec Jenny Grenier au (613) 951-1020, Division des petites entreprises et des enquêtes spéciales.

Tendances actuelles

Produit intérieur brut

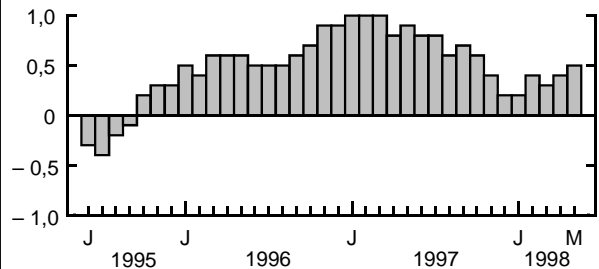
Variation mensuelle en %



Le produit intérieur brut réel au coût des facteurs a progressé de 0,4 % en mars.

Indice composite

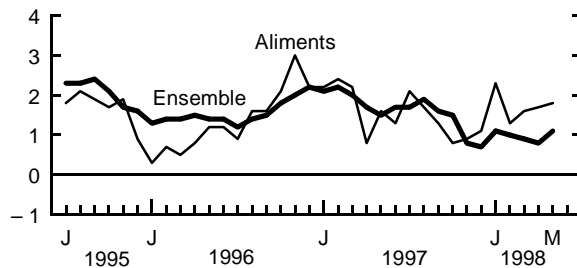
Variation mensuelle en %



L'indice composite s'est accru de 0,5 % en mai.

Indice des prix à la consommation

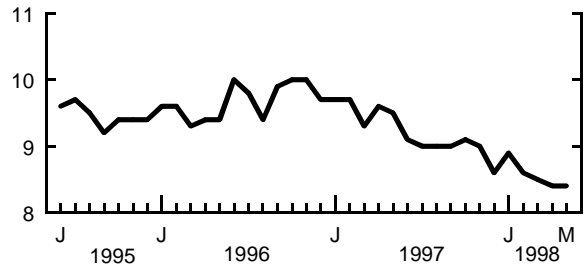
Variation annuelle en %



Les consommateurs ont versé 1,1 % de plus pour l'achat de biens et de services en mai 1998, comparativement à l'année précédente. Le prix des aliments s'est accru de 1,8 %.

Taux de chômage

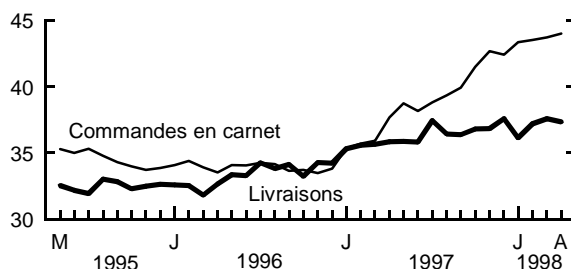
%



En mai, le taux de chômage est demeuré stable à 8,4 %.

Fabrication

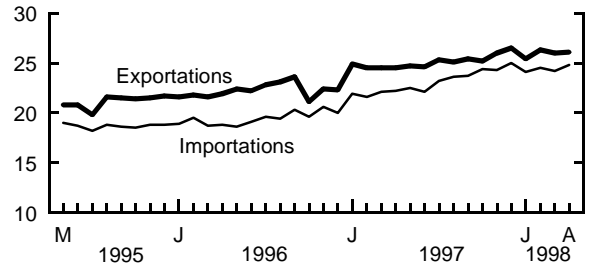
Milliards de dollars



Les livraisons des fabricants ont fléchi de 0,6 % en avril pour s'établir à 37,3 milliards de dollars. La valeur des commandes en carnet a monté de 0,7 % pour atteindre presque 44 milliards de dollars.

Commerce des marchandises

Milliards de dollars



En avril, les exportations de marchandises ont légèrement augmenté de 0,1 % par rapport à mars, pour s'inscrire à 26,1 milliards de dollars. Les importations se sont accrues de 2,6 %, pour s'établir à 24,8 milliards de dollars.

Note : Tous les chiffres sont désaisonnalisés à l'exception de l'Indice des prix à la consommation.

Dernières statistiques mensuelles

	Période	Niveau	Variation (période précédente)	Variation (année précédente)
GÉNÉRAL				
Produit intérieur brut (milliards de dollars, 1992)	mars	711,0	0,4 %	4,4 %
Indice composite (1981 = 100)	mai*	205,8	0,5 %	6,1 %
Bénéfices d'exploitation des sociétés (milliards de dollars)	1 ^{er} trim. de 1998	27,3	- 6,0 %	2,6 %
Taux d'utilisation de la capacité (%)	1 ^{er} trim. de 1998	86,0	0,3 †	2,6 †
DEMANDE INTÉRIEURE				
Ventes au détail (milliards de dollars)	avril*	20,6	1,0 %	5,7 %
Ventes de véhicules automobiles neufs (milliers d'unités)	avril	124,8	5,9 %	10,8 %
EMPLOI				
Personnes occupées (millions)	mai	14,3	- 0,1 %	2,8 %
Taux de chômage (%)	mai	8,4	0,0 †	- 1,0 †
Taux d'activité (%)	mai	65,1	0,0 †	0,2 †
Revenu du travail (milliards de dollars)	mars	38,2	0,0 %	3,9 %
Rémunération hebdomadaire moyenne (dollars)	mars	607,76	0,0 %	1,9 %
COMMERCE INTERNATIONAL				
Exportations de marchandises (milliards de dollars)	avril*	26,1	0,1 %	6,4 %
Importations de marchandises (milliards de dollars)	avril*	24,8	2,6 %	11,7 %
Balance commerciale (tous les chiffres sont en milliards de dollars)	avril*	1,3	- 0,5	- 1,0
FABRICATION				
Livraisons (milliards de dollars)	avril*	37,3	- 0,6 %	4,2 %
Nouvelles commandes (milliards de dollars)	avril*	37,6	- 0,3 %	0,2 %
Commandes en carnet (milliards de dollars)	avril*	44,0	0,7 %	16,8 %
Ratio des stocks aux livraisons	avril*	1,29	0,01	0,00
PRIX				
Indice des prix à la consommation (1992 = 100)	mai*	108,7	0,4 %	1,1 %
Indice des prix des produits industriels (1992 = 100)	avril	119,0	0,7 %	- 0,8 %
Indice des prix des matières brutes (1992 = 100)	avril	111,6	1,4 %	- 12,4 %
Indice des prix des logements neufs (1992 = 100)	mars	99,9	0,1	1,0 %

Note : Tous les chiffres sont désaisonnalisés à l'exception des indices de prix.

*Nouveau cette semaine.

† Points de pourcentage.

Infomat

Bulletin hebdomadaire

Publié par la Division des communications de Statistique Canada.
Immeuble R.-H.-Coats, 10^e étage, Ottawa (Ontario), K1A 0T6.

Rédactrice : Caroline Olivier, (613) 951-1189; Internet : olivcar@statcan.ca.
Chef de la Diffusion officielle : Chantal Prévost, (613) 951-1088; Internet :
prevcha@statcan.ca.

Numéro 11-002F au catalogue. Prix : Canada : 4 \$ l'exemplaire, 145 \$ par
année; à l'extérieur du Canada : 4 \$ US l'exemplaire, 145 \$ US par année. Les
prix n'incluent pas les taxes de vente.

Abonnements : Envoyez un mandat postal ou un chèque à l'ordre du
Receveur général du Canada, Statistique Canada, Division des opérations
et de l'intégration, Gestion de la circulation, 120, avenue Parkdale,
Ottawa (Ontario), K1A 0T6, ou commandez par téléphone : au Canada
et à l'extérieur du Canada, composez le (613) 951-7277 ou le 1 800 700-1033.

Publication autorisée par le ministre responsable de Statistique Canada.
© Ministre de l'Industrie, 1998. Tous droits réservés. Il est interdit de
reproduire ou de transmettre le contenu de la présente publication, sous quelque
forme ou par quelque moyen que ce soit, enregistrement sur support magnétique,
reproduction électronique, mécanique, photographique, ou autre, ou de
l'emmagasiner dans un système de recouvrement, sans l'autorisation écrite
préalable des Services de concession des droits de licence, Division du marketing,
Statistique Canada, Ottawa (Ontario), Canada, K1A 0T6.

Le papier utilisé dans la présente publication répond aux exigences minimales de
l'« American National Standard for Information Sciences – Permanence of Paper
for Printed Library Materials », ANSI Z39.48 – 1984.



Publications parues du 19 au 25 juin 1998

Division / Titre de la publication	Période	Numéro au catalogue	Prix : Numéro / Abonnement	
			Canada (\$ CAN)	À l'extérieur du Canada (\$ US)
AGRICULTURE				
Consommation des aliments au Canada — Partie I	1997			
Version Internet		32-229-XIB	25	25
Version papier		32-229-XPB	33	33
Production de volaille et œufs	1997	23-202-XIB	29	29
ANALYSE DES ENTREPRISES ET DU MARCHÉ DU TRAVAIL				
Mises à pied permanentes, démissions et embauches dans l'économie canadienne	1978 à 1995			
Version Internet		71-539-XIB	26	26
Version papier		71-539-XPB	35	35
ANALYSE DES ENQUÊTES SUR LE TRAVAIL ET LES MÉNAGES				
L'emploi et le revenu en perspective	été 1998	75-001-XPB	18 / 58	18 / 58
CENTRE CANADIEN DE LA STATISTIQUE JURIDIQUE				
Juristat — Crimes de violence commis par des étrangers, vol. 18, n° 9	1996			
Version Internet		85-002-XIF	8 / 70	8 / 70
Version papier		85-002-XPB	10 / 93	10 / 93
Juristat — L'aide juridique au Canada, vol. 18, n° 10	1996-1997			
Version Internet		85-002-XIF	8 / 70	8 / 70
Version papier		85-002-XPB	10 / 93	10 / 93
L'aide juridique au Canada : ressources et nombre de cas	1996-1997			
Version microfiche		85F0015XMB	26	26
Version papier		85F0015XPB	33	33
COMMERCE INTERNATIONAL				
Importations par marchandise	avril 1998			
Version microfiche		65-007-XMB	37 / 361	37 / 361
Version papier		65-007-XPB	78 / 773	78 / 773
DÉMOGRAPHIE				
Rapport sur l'état de la population du Canada — Effets de l'entourage des personnes âgées sur leur condition socio-économique	1997	91-209-XPB	31	31
ENQUÊTES-MÉNAGES				
Revenu après impôt, répartition selon la taille du revenu au Canada	1996	13-210-XPB	31	31
ENQUÊTES SPÉCIALES				
Enquête internationale sur l'alphabétisation des adultes : le Nouveau-Brunswick en un clin d'œil	1994	89-565-XPB	45	45
FABRICATION, CONSTRUCTION ET ÉNERGIE				
Enquête mensuelle sur les industries manufacturières	avril 1998	31-001-XPB	20 / 196	20 / 196
Laine minérale y compris les isolants en fibre de verre	mai 1998	44-004-XPB	7 / 62	7 / 62
Panneaux de particules, de lamelles orientées et de fibres	avril 1998	36-003-XPB	7 / 62	7 / 62
Statistiques de bois à pâte et de déchets de bois	avril 1998	25-001-XPB	8 / 73	8 / 73
MESURES ET ANALYSE DES INDUSTRIES				
Produit intérieur brut par industrie	mars 1998	15-001-XPB	15 / 145	15 / 145
PETITES ENTREPRISES ET ENQUÊTES SPÉCIALES				
Recueil statistique des études de marché	édition de 1998	63-224-XPB	125	125
PROJET DE REMANIEMENT DES SCIENCES ET DE LA TECHNOLOGIE				
Statistique du téléphone	avril 1998	56-002-XIB	8 / 70	8 / 70
STATISTIQUE DU COMMERCE				
Commerce de gros	avril 1998	63-008-XIB	14 / 140	14 / 140
SYSTÈME DE COMPTABILITÉ NATIONALE				
Emploi et salaires et traitements dans le secteur public	1996	72-209-XPB	44	44

Pour commander les publications

Pour commander *Infomat* ou l'une ou l'autre des publications précitées :

Ayez en main • Titre • Numéro au catalogue • Numéro de volume • Numéro de l'édition • Numéro de carte VISA ou MasterCard.

Au Canada et à l'extérieur du Canada, composez :

(613) 951-7277 ou 1 800 700-1033

Pour envoyer votre commande par télécopieur :

(613) 951-1584 ou 1 800 889-9734

Adresse Internet :

order@statcan.ca

Pour commander par la poste, écrivez à : Statistique Canada, Division des opérations et de l'intégration, Gestion de la circulation, 120, avenue Parkdale, Ottawa (Ontario), K1A 0T6.

Veuillez inclure un chèque ou un mandat-poste à l'ordre du Receveur général du Canada / Publications.

Les centres de consultation régionaux de Statistique Canada offrent toute une gamme de produits et services.

Pour trouver le centre le plus près, consultez les pages bleues de l'annuaire téléphonique sous « Statistique Canada ».

Les agents libraires agréés et autres librairies vendent aussi les publications de Statistique Canada.

Changement d'adresse : Ayez en main votre numéro de compte et composez l'un des numéros ci-dessus.

Calendrier des principaux communiqués : juillet 1998				
Lundi	Mardi	Mercredi	Jeudi	Vendredi
		1	2	3
6 Préparation des entreprises à l'an 2000 : enquête de suivi Enquête mensuelle sur les détaillants majeurs, avril 1998	7 Permis de bâtir, mai 1998	8 Indice de l'offre d'emploi, juin 1998 Institutions d'acceptation de dépôts : leur performance économique, 1996	9 Éditeurs de livres et diffuseurs, 1996-1997	10 Enquête sur la population active, juin 1998 Indice des prix des logements neufs, mai 1998
13	14 Le point sur l'inégalité des gains et sur la rémunération des jeunes durant les années 90	15 Enquête mensuelle sur les industries manufacturières, mai 1998 Ventes de véhicules automobiles neufs, mai 1998	16 Indice des prix à la consommation, mai 1998 Voyages entre le Canada et les autres pays, juin 1998	17 Commerce international de marchandises du Canada, mai 1998 Indice composite, juin 1998
20 Commerce de gros, mai 1998	21 Commerce de détail, mai 1998 Assurance-emploi, mai 1998	22 Investissements privés et publics au Canada, 1998 Statistiques de la criminalité au Canada, 1997	23 Opérations internationales du Canada en valeurs mobilières, mai 1998	24 Enquête sur les voyages des Canadiens, 1997
27	28	29 Indice des prix des produits industriels, juin 1998 Indice des prix des matières brutes, juin 1998 Emploi, rémunération et heures de travail, mai 1998	30	31 Produit intérieur brut réel par industrie au coût des facteurs, mai 1998

Note : Les dates de diffusion des communiqués sur le commerce international du Canada, l'Indice des prix à la consommation et l'Enquête sur la population active sont fixes; les dates de diffusion des autres données peuvent varier.